

Discours de Jean-Louis **BERNARD**

Président de l'Académie d'agriculture de France

En cette rentrée 2019, je souhaitais vous faire part de quelques réflexions au sujet du présent agité de nos sociétés et de leur relation complexe avec l'agriculture.

Au cours des dernières années, différentes études ont permis de constater la relative minceur des connaissances de nos concitoyens sur des thèmes relevant des sciences physiques et biologiques, y compris pour des sujets très ordinaires.

En voici un exemple parfaitement caricatural. En 2012, une enquête réalisée aux Etats-Unis montrait que 26% des interrogés ne savaient pas que la terre tournait autour du soleil. Bien des Européens ont alors trouvé l'information cocasse. Ils n'avaient cependant aucune raison de se réjouir car la même question posée aux habitants du Vieux Continent en 2005 avait donné un pourcentage de mauvaises réponses s'élevant à 33% ! Il existe hélas d'autres exemples.

Pourtant, cela ne signifie nullement qu'il existe un manque d'intérêt ou une absence de confiance vis-à-vis du progrès de la Science. Toutefois, dans le domaine particulier des sciences du vivant, l'intérêt du public se porte depuis toujours vers la médecine et la santé humaine, plus récemment vers l'environnement, alors que les questions de santé animale et plus encore d'agriculture soulèvent assez peu d'intérêt.

Dans la quasi-totalité des pays dits développés, nous sommes donc encore loin d'une honnête compréhension des réalités physiques du monde qui nous entoure. Certains commentateurs, pessimistes sans doute, qualifient cela de *véritable inculture*, d'autant plus surprenante que le taux de scolarisation est élevé.

Comment cela est-il possible alors que la masse des connaissances n'a jamais été plus étendue et plus facile à capter. En Europe, l'accès à l'éducation est relativement aisé, l'espérance de vie s'allonge, le temps consacré aux loisirs s'accroît, d'où plus de possibilités pour s'informer, pour réfléchir, pour orienter nos comportements quotidiens sur la base des réalités.

On entend alors incriminer la formation scolaire de base ou la manière dont les connaissances sont acquises par la jeunesse, ce qui est un vaste débat sans cesse renouvelé. On évoque la faiblesse supposée d'une vulgarisation scientifique qui soit à la fois attractive et capable de décrypter à la demande des sujets jugés complexes. On déplore la discrétion des En signaux que donne notre société pour encourager l'acquisition des connaissances et donner le goût d'un enrichissement personnel qui déborde le cadre strict des besoins professionnels. On critique la pratique du *fake reading* qui consiste à se former une opinion à la seule lecture du titre des articles de presse, etc. Nous devrions sans doute nous interroger pour savoir si le temps passé devant des écrans est utilisé à bon escient.

La presse, la radio, la télévision, l'internet et la téléphonie mobile ont été longtemps perçus comme un moyen de répondre sans effort à ces interrogations. A ce jour, cet espoir est plutôt déçu. On constate même un affaiblissement régulier de la confiance dans les médias.

Selon l'enquête Reuters de juin 2019 portant sur 38 pays et 75000 questionnaires, le taux de confiance moyen dans les médias continue à régresser dans le monde avec 42% seulement des sondés ayant une opinion positive. Et moins de 24% en ce qui concerne la France, en baisse de 11 points par rapport à 2018 ! Cette enquête mondiale corrobore les indications de notre baromètre annuel national (Kantar - La Croix) qui montre lui aussi un nouvel affaiblissement de la crédibilité. La télévision est rendue à son plus bas niveau depuis 1987 et l'internet flirte avec les 25% de crédibilité contre 39% quatre ans auparavant.

La banalisation des fausses nouvelles sur les réseaux sociaux et la manière dont l'actualité est traitée par les médias traditionnels sont donnés comme principaux facteurs explicatifs. Un espoir cependant : les sondés placent le plus souvent les journalistes en tête de ceux qui devraient agir contre les fausses nouvelles, avant les organismes de contrôle et les citoyens.

La répétition des infox lancées vers le public ou le portage par certains canaux de véritables campagnes de désinformation ancre dans nos sociétés nombre d'idées fausses, en opposition avec des connaissances largement validées par la Science. Parfois hélas, ces infox émanent de milieux scientifiques ou étiquetés comme tels. Ce qui contribue à la perte de crédibilité de la parole scientifique et sert d'alibi à des initiatives citoyennes supposées plus légitimes car proches de la population.

Or, si les infox sont faciles à émettre, les idées fausses une fois répandues sont bien difficiles à rectifier dans l'opinion. La plupart du temps, les personnes, les organisations ou les mouvements qui en sont l'origine se sont affranchis de tout échange préalable avec les milieux scientifiques compétents. En conséquence, les citoyens se retrouvent inondés de messages ambigus, tronqués, voire délibérément erronés et destinés à tromper. Ces fausses informations diffusent sur l'internet avec une extrême facilité, certaines relevant de pures démarches commerciales. Elles sont facilement reprises et répandues par d'autres médias, peu soucieux de vérification et eux-mêmes influencés par l'actualité de la toile. Dans tous les cas, ces infox constituent un moyen de pression sur l'opinion qui est extrêmement efficace, provoquant des mouvements dont on peine à mesurer les séquelles sanitaires, économiques et politiques.

On peut s'en indigner mais est-il vraiment possible de répondre ? Si on estime valable la *loi de Brandolini* qui stipule que la quantité d'énergie destinée à rectifier une information fausse est au moins dix fois supérieure à celle qui a été nécessaire pour la produire, on voit tout de suite les limites de l'exercice ! En effet, si le nombre des informations délibérément erronées augmente, il n'en est pas de même du nombre des personnes de bonne volonté désireuses de rechercher la vérité.

Par ailleurs, on constate depuis plusieurs décennies que le lien entre denrées agricoles de base et produits alimentaires s'estompe chez nos concitoyens. Alors que grandit en parallèle le mythe des bienfaits sans nuance d'une alimentation naturelle. Or Dame Nature n'est pas bonne ou mauvaise. Elle n'est pas systématiquement favorable à l'homme et aux animaux qui nous entourent. Bien qu'elle recèle tous les éléments qui nous permettent de bien vivre, elle présente aussi des dangers qu'il convient de connaître pour pouvoir s'en protéger.

Le travail des scientifiques en charge d'assurer la qualité de notre alimentation repose sur des analyses, des expériences et des enquêtes. Ce sont les mêmes moyens que l'on mobilise lorsqu'il s'agit de hiérarchiser des risques ou de réfuter une idée fausse. Moyens couteux en

matériel et exigeants en temps de travail. Par ailleurs, cette activité destinée à protéger la population nécessite de dégager des éléments rationnels dont la synthèse produit généralement une communication technique dénuée de pathos qui a peu de poids dans l'opinion.

Cela explique sans doute en partie le faible impact des avis des agences sanitaires qui cherchent à préciser la nature, l'étendue et la hiérarchie des risques auxquels nous sommes confrontés au quotidien. Les résultats de ces recherches sont communiqués par leurs auteurs dans des rapports souvent volumineux. Leur objectif n'est pas de frapper les esprits avec des formules chocs ou des messages provoquants mais de fournir à l'administration et aux décideurs politiques les éléments factuels utiles aux prises de décision.

Ainsi, par exemple, la remarquable étude EAT2 de l'ANSES qui portait sur 20 000 produits alimentaires représentant 212 types d'aliments où 445 substances ont été recherchées. Ce travail montre que la qualité de notre alimentation continue à s'améliorer sur de nombreux aspects. En sus des contaminants microbiens, les éléments sur lesquels il attire l'attention sont pour la plupart des substances naturelles telles que cadmium, sodium, mycotoxines ou phyto-oestrogènes. Parmi les contaminants induits par l'action de l'homme, c'est l'acrylamide résultant de la cuisson inappropriée des aliments ou certaines dioxines qui doivent être plus particulièrement surveillées.

On est donc bien éloigné des peurs irrationnelles que véhicule le débat public sur l'alimentation. Cependant, en faisant passer en arrière-plan les priorités bien identifiées par les scientifiques pour gloser à perte de vue sur des questions estimées par eux de moindre importance (voire négligeables), c'est le bénéfice même de ces travaux qui s'évanouit pour notre société.

Si l'on peut s'inquiéter de l'inculture en général, qu'en est-il de la connaissance de l'agriculture dans notre pays ?

Entre la petite minorité de la population qui produit nos denrées alimentaires et la foule des consommateurs, on sait qu'il existe un lien humain particulier. Il se manifeste régulièrement lors du Salon de l'Agriculture où nos concitoyens considèrent le plus souvent les agriculteurs avec sympathie. Mais quelle est la part de l'émotionnel dans ces déclarations ? De la nostalgie de nos origines paysannes ? De la gastronomie ? D'un besoin de « vivre autrement » ou du simple intérêt que suscitent les paysages ruraux et les animaux domestiques ?

Ce lien avec l'agriculture est beaucoup moins perceptible au travers de l'enseignement où on a pu déplorer l'image passéiste portée par certains manuels du primaire. Mais qu'en est-il des cours de SVT dans le secondaire de l'enseignement général ? Sont-ils réellement informatifs sur les composantes du monde vivant et les mécanismes qui le régissent ? Pour l'enseignement agricole, voici plus de dix ans, notre Académie constatait un affaiblissement considérable de disciplines traditionnelles comme la botanique ou l'entomologie ? Et de noter que si l'introduction de cours d'écologie représentait un progrès, on devait s'interroger sur leur portée si, au préalable, les bases de la systématique avaient été gommées des programmes.

Même à l'Académie française, le lien avec l'agriculture se distend. Le regretté Michel Serres racontait encore récemment que lors de la dernière émission d'*Apostrophes*, Bernard Pivot avait demandé à chacun des 70 écrivains et intellectuels présents sur le plateau de choisir le mot qu'ils aimaient. Il avait choisi le mot *ensemencement*. Pour constater aussitôt, à son grand étonnement, que ses confrères « *avaient complètement oublié tous les mots qui les reliaient à la terre* ».

Par-delà cette perte de la mémoire des réalités du travail des champs, au-delà des critiques que les pratiques agricoles subissent au quotidien, notre agriculture est-elle donc menacée ?

Chaque année, le magazine britannique *The Economist* publie un classement des modèles agricoles et alimentaires dans le monde où sont analysées les façons de produire et de consommer dans 67 pays représentant environ 90% du PIB mondial et 80% de la population. Chaque année, un score est attribué selon une quarantaine d'indicateurs, répartis en trois catégories :

- gaspillage de l'eau et de la nourriture,
- durabilité des méthodes agricoles,
- gestion des problématiques nutritionnelles.

En décembre 2018 et pour la 3^{ème} année consécutive, la France a été classée en tête du palmarès. Son système agricole a été jugé comme le plus vertueux et c'est en matière de durabilité des pratiques que notre pays aurait le plus progressé durant l'année écoulée.

Comparé à notre débat national, ce jugement nous place assez loin de la « culture de la peur » que certains semblent vouloir entretenir. De quoi rappeler un autre propos du philosophe Michel Serres qui, dans *Le Contrat naturel* considérait que « *l'écologie est souvent le discours des gens de la ville pour dire, sans le faire, ce que font, sans le dire, les paysans* ».

Chacun sait pourtant que notre agriculture évolue dans un contexte extrêmement difficile.

A cela des raisons objectives bien connues :

- Les incertitudes des marchés mondiaux ; de la configuration future de la PAC ;
- La régression des exportations et la montée des importations de légumes et de fruits venus de pays à bas coût de main d'œuvre avec pour conséquence première la disparition d'une très large part du verger français ;
- La guerre des prix qui persiste avec la grande distribution ;
- Le vieillissement de la population agricole dont les terres sont abandonnées ou vendues ;
- La taille des exploitations qui continue à s'accroître, en opposition avec les desiderata du public qui appelle de ses vœux les petites exploitations à l'ancienne alors que le comportement du consommateur conforte des schémas qui s'éloignent de plus en plus du modèle ancien ;
- Sans oublier l'évolution climatique et les contraintes nouvelles qui en résultent.

Mais il existe aussi des difficultés propres à notre pays qui se rajoutent lourdement à ces causes objectives. Nous en pointerons trois plus précisément :

- La réglementation galopante et la sur-réglementation en regard des décisions européennes qui est un mal français maintes fois dénoncé ;
- L'attitude parfois schizophrène de nos jeunes consommateurs qui déclarent rechercher une véritable alimentation-santé tout en donnant au quotidien une place croissante à la restauration rapide et aux produits transformés au détriment des produits frais. Comme le rappelait Jean de Kervasdoué, cela montre que le lien entre opinion et comportement est ténu et « *que l'on a plus souvent l'opinion de ses comportements que le comportement de ses opinions* ».
- Des médias régulièrement à charge sur tous les sujets, lancés dans une course à l'audimat qui s'appuie sur des émissions anxigènes.

Cette conjonction d'éléments négatifs ne doit pas nous empêcher de demeurer optimistes pour l'avenir de notre agriculture qui possède toujours des atouts indéniables. Cependant, ils ne doivent pas nous empêcher de poursuivre la transformation de notre système de production, en corrigeant ses défauts et ses excès pour accroître sa résilience.

Cela étant, l'agriculture repose depuis toujours sur l'expérimentation. Celle de l'agriculteur des premiers âges qui s'efforce de réussir son semis, de bien choisir ses animaux domestiques, d'élever ses plantes ou son bétail pour en retirer suffisamment de nourriture pour attendre la récolte suivante. En cherchant à découvrir les lois de la nature pour les utiliser à son profit, cet agriculteur n'a eu de cesse de faire des essais qui sont autant d'hypothèses qu'il s'efforçait de confirmer ou d'infirmer pour comprendre la raison des phénomènes qu'il observait afin de perfectionner sa manière de gérer l'espace cultivé.

Par cette démarche, il rejoint l'univers complexe des sciences de la vie. Mais l'agriculteur est généralement modeste. Il sait que bien des paramètres ne sont pas maîtrisés, qu'il existe des possibilités de faire mieux et plus. Il s'accorde en cela avec la pensée de Montaigne : « *La vraie science est une ignorance qui se sait.* »

Aujourd'hui, l'agriculteur ne craint pas de modifier sa manière de cultiver, y compris pour reconsidérer une méthode ancestrale. C'est le cas avec le travail du sol simplifié, qui a remis en cause le labour millénaire. En revanche, il sait aussi qu'un retour en arrière sur l'ensemble des pratiques n'est pas possible car cela le renvoie à la situation de ses ancêtres qu'il juge peu enviable. C'est pourquoi la mise en cause systématique de l'amélioration des plantes, de l'irrigation, des fertilisants ou des produits de protection lui paraît aujourd'hui insupportable. Il admet les doutes, réclame des solutions gérables mais refuse d'abandonner ce qui est le fruit d'une expérience solide.

Nous sommes ici bien loin des déclarations du style « c'était mieux avant » qui reposent rarement sur une analyse rigoureuse des faits du passé, véhiculent la méfiance et génèrent des comportements inappropriés.

Ainsi donc, après deux siècles d'une adhésion parfois béate au progrès technique, notre société semble vouloir revenir avec soulagement au temps confortable des croyances aveugles.

Citant Marcel Proust, l'essayiste Jean de Kervasdoué rappelait récemment que « *les faits ne pénètrent pas dans le monde où vivent nos croyances, ils n'ont pas fait naître celles-ci, ils ne les détruisent pas ; ils peuvent leur infliger les plus constants démentis sans les affaiblir* ». Est-ce à dire que nous entrons dans une société de défiance vis-à-vis des sciences ? Une société où chacun se méfie des technologies qui lui sont proposées ? Où la communication règne en maître mais où la parole devient plus crédible que les faits ? Où l'on choisit de privilégier sans distinction des lanceurs d'alerte autoproclamés en écartant les fournisseurs de solutions ?

Dans ce contexte, quel peut être le rôle d'une académie ?

Le premier de ces rôles fait partie de sa vocation, à savoir : dresser en continu un état de l'art des différentes disciplines dont elle s'occupe. En ce qui nous concerne, il s'agit de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement.

Le second tient dans doute dans son aptitude à proposer au public et aux élus les clarifications indispensables afin qu'il leur soit moins compliqué de discerner entre connaissances et croyances. Une académie vaut par la richesse d'expérience de ses membres. Chacun représente une expertise particulière acquise au cours d'une carrière bien remplie et reconnue par leurs pairs. De plus, ces membres sont, dans leur majorité, dégagés de la compétition économique et bien moins accessibles aux conflits d'intérêt que ne l'est un salarié en activité ou la plupart de ceux qui jugent l'agriculture au travers des médias.

Cette clarification que prétend pouvoir porter la communauté académique n'est pas pour autant monolithique. Chaque académie est d'abord un lieu de débat, un cénacle où s'expriment des points de vue différents, où chacun est à l'écoute du progrès des sciences, de ses confrères et du monde extérieur afin d'élargir ses connaissances, de modérer ses points de vue et d'aller ainsi vers plus de justesse dans l'appréciation des réalités.

Cependant, si nous souhaitons réduire dans nos sociétés l'incompréhension qui s'accroît sur les questions d'agriculture, d'alimentation et d'environnement la parole des académies ne suffira pas. C'est pourquoi je voudrais souligner en conclusion l'immense importance que nous devons attacher à l'éducation et à la formation.

Face au rythme accéléré des changements technologiques, l'autonomie de décision des citoyens passe par l'épanouissement de leur esprit critique. Et ce, plus particulièrement chez les jeunes, familiers des écrans et de la lecture rapide. Pour dépasser les préjugés et le complotisme, parce que la confiance en la science ne peut être tenue pour acquise, nous devons donner à cette génération les moyens de prendre l'information avec recul, de bien discerner entre préjugés, réactions affectives et raisonnement construit.

Cet esprit critique ne pourra cependant s'exercer sans une connaissance minimale mais correcte du monde vivant et de son fonctionnement. Ce qui requiert le maintien d'un bon niveau d'enseignement des sciences naturelles dans le primaire et le secondaire. Ces matières concernent bien sûr tous ceux qui se destinent à devenir les futurs techniciens, ingénieurs, professeurs ou chercheurs en biologie, et partant en agriculture. Mais l'enseignement de base des SVT doit aussi viser à transférer dans ce domaine une culture utile à tous les citoyens afin d'éviter que l'incompréhension ne fasse s'éloigner davantage les positions des uns et des autres. Mieux appréhender les sciences de la vie et les réalités de l'agriculture, c'est aller dans le sens du dialogue, de l'apaisement des conflits, mais c'est aussi faciliter l'acceptation par les exploitants de certaines mesures contraignantes.

Plus que jamais, il est vital que puisse être montré et démontré ce qu'a été l'apport de la Science au progrès de l'humanité. Et faire comprendre toute son importance afin de relever les défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés. Dans le domaine complexe de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement, cette connaissance nous paraît indispensable pour un mieux vivre ensemble, pour lutter contre l'instrumentalisation de la Science et contribuer utilement à la construction de projets sociétaux.